

LES CAHIERS DU CERMTRI

Centre d'Etudes et
de Recherches
sur les Mouvements
Trotskyiste
et Révolutionnaires
Internationaux

87, rue du Fbg-Saint-Denis
75010 Paris - France
06 72 52 97 82
cermtri@wanadoo.fr
cermtri.com
trotsky.com.fr

La révolution portugaise 1974 — 1976

Deuxième partie

N° 189

Décembre 2025

ISSN 0292 - 4943

8€



12 septembre 1974, manifestation des ouvriers des chantiers navals de Lisnave pour l'assainissement des fascistes, contre la loi anti grève.

• Chapitre 2

La tentative de mise en place d'un régime militaire

1. Le capital financier désorganise l'économie

a) Contre la « catastrophe économique »...

Après le 11 mars 1975, le sabotage patronal dans l'industrie, comme dans l'agriculture, se généralise : désorganisation systématique de la production, multiplication des faillites, des fermetures d'usines et des licenciements, fuite des capitaux à l'étranger. La hausse des prix sur un an atteint les 30 %, le nombre de chômeurs dans les entreprises et dans les campagnes atteint les 300 000 dans un pays de 9 millions d'habitants. Pour les partis de la coalition gouvernementale et le Mouvement des forces armées (MFA), empêcher la catastrophe économique qui s'annonce ne passe pas par le contrôle des changes, la nationalisation des grandes entreprises. Ils appliquent une politique d'austérité, appellent les travailleurs à s'engager dans « *la bataille de la production* » c'est-à-dire à travailler plus pour gagner moins : le 5 octobre 1974, le gouvernement provisoire, le MFA et l'Intersyndicale contrôlée par le PCP avaient appelé à des dimanches de travail gratuit. Les dirigeants de l'Intersyndicale osaient dire aux grévistes de la chimie : « *Les revendications sont juste* » mais « *il faut aussi que les travailleurs payent un peu le prix de cette révolution qui va vers le socialisme.* » Le 9 août 1974, Cunhal dans l'hebdomadaire du PCP, *Avante*, avait déjà annoncé la couleur :

« La reconversion des ressources affectées présentement à la guerre ne seront pas immédiates. L'armée est toujours en Afrique (...). Le processus d'indépendance absorbera de grandes ressources. D'ailleurs, naturellement, il y a les commandes de matériel en cours, qui devront être payées. Des emprunts devront être contractés pour les soldats (...). Il est bon de garder cela à l'esprit, de façon à ce que, avec le rétablissement de la paix, on ne crée pas de faux espoirs sur une disponibilité immédiate de milliards d'escudos. Il est possible que l'on puisse disposer de ces ressources affectées à la guerre dans deux années seulement [et qu'alors] on cesse de dépenser pour la guerre. »

Les grévistes sont dénoncés comme des « *fauteurs de désordre* », des « *saboteurs* » alors que les actes de sabotage du patronat se multiplient. Un exemple : la commission de travailleurs de la laiterie Martins et Rebelo, qui collecte 75 % du lait au Portugal, découvre, en contrôlant les stocks, que des centaines de milliers d'escudos de fromages ont été enterrés et des milliers de litres de lait jeté dans les égouts.

Le 20 février 1975, le Premier ministre, le général Vasco Gonçalves, proche du PCP, annonce la publication d'un programme économique et social dans lequel le MFA garantit le respect de la propriété privée des moyens de production. Dans une interview donnée le 18 février au *Nouvel Observateur*, Mario Soares, secrétaire général du PS, avait affirmé son soutien au projet : « *Je pense que si le plan [économique] est approuvé par le conseil des ministres et le conseil d'État mais saboté dans la pratique quotidienne, si l'incertitude continue, si les occupations d'usine continuent, si les grèves sauvages continuent, si les attaques contre certaines entreprises étrangères continuent, alors nous allons vers la paralysie de notre économie, le chaos et la distribution de la misère. Ce qui n'a rien à voir, à mon avis, avec le socialisme, la révolution.* »

b)... Le contrôle ouvrier se renforce

Aussitôt après la chute de la dictature, le 25 avril 1974, les travailleurs portugais ont spontanément mis en place des commissions de travailleurs élues et révocables. Elles engagent le combat dans les entreprises pour « l'assainissement » (l'épuration), le démantèlement de la PIDE (la police politique de la dictature), le salaire minimum de 6 000 escudos et les 40 heures, la mobilisation pour faire échouer les tentatives de coup d'État réactionnaire des 8 juillet 1974 (1), 28 septembre 1974 et 11 mars 1975, le combat contre le sabotage économique, la direction des manifestations et grèves par lesquelles la classe ouvrière a arraché ses revendications malgré l'obstacle de la politique menée par les gouvernements de coalition successifs. Le contrôle ouvrier dans les entreprises s'étend et s'approfondit après chaque

1. Voir le *Cahier* n° 186, p. 43-44.

victoire contre les coups d'État, avec l'ouverture et le contrôle des comptes, la prise en main de l'embauche et parfois même de la production (**Document 1**).

c) Les occupations de terres se généralisent dans les campagnes

Dans un pays où, en 1975, la population active agricole représente 28 % de la population active (contre 15 % en France), avec un taux de chômage considérable dans le sud où dominent les très grandes exploitations, le programme du MFA, soutenu par le PCP, ne prévoit que « *la dynamisation de l'agriculture* » et une réforme graduelle de la structure agricole. Le 15 avril 1975, le gouvernement provisoire approuve « *les bases générales des programmes de mesures économiques d'urgence* ». L'annexe 3 contient un ensemble de mesures de la réforme agraire qui doivent être appliquées à court terme :

« *Nationalisation globale des propriétés rurales qui, en tout ou en partie, sont situées dans les périmètres des aménagements hydro-agricoles réalisés avec des investissements publics, appartenant à des personnes physiques ou morales possédant plus de 50 ha de terres dans l'ensemble des périmètres (...), l'expropriation des propriétés arides d'une superficie supérieure à 500 ha (...), la création d'un système de crédit agricole d'urgence, personnel et naturel, pour répondre aux besoins des petits et moyens agriculteurs* » et « *la restitution des terres en friche à leurs utilisateurs légitimes* ».

À la fin du mois juin 1975, les mesures annoncées ne sont toujours pas appliquées. Aussi, dans le sud, où dominent les très grandes exploitations, une réforme agraire *rapide et radicale* est imposée par les ouvriers agricoles, très majoritaires, et les petits paysans propriétaires. Les terres des grands propriétaires sont occupées et mises en exploitation, souvent sous forme de coopératives. Le PCP, dans ces régions qui lui sont traditionnellement acquises, est obligé de suivre le mouvement mais se limite à revendiquer la légalisation par le MFA des terres déjà occupées et des aides d'État. Dans le nord, où les exploitations de petits paysans pauvres dominent, les aides sont insuffisantes pour empêcher les faillites.

2. Les élections à l'Assemblée constituante : une victoire ouvrière

a) La bourgeoisie, le MFA et le PCP contre l'Assemblée constituante

Au lendemain du 11 mars, la rupture avec le PPD, principal représentant de la bourgeoisie dans le gouvernement provisoire, est exigée par la classe ouvrière (2). Dans ces conditions, pour la bourgeoisie et ses soutiens, les élections à l'Assemblée constituante, prévues le mois suivant, risquent d'amplifier la radicalisation de la classe ouvrière, faisant obstacle à la « *restauration de l'autorité de l'État* ». D'où l'urgence de renforcer le pouvoir de l'armée, position que partagent le PCP et le PS. Le secrétaire général du PCP, Álvaro Cunhal, lors d'un rassemblement organisé à Braga le 30 novembre 1974, avait été le premier à proposer ouvertement cette solution : « [il n'est] *pas concevable* [que le MFA] *n'ait pas son mot à dire (...). Soit le MFA obtient, de plein droit, un siège à l'Assemblée, ou bien il faudra conclure un accord entre les partis démocratiques et le MFA sur les grandes lignes de la Constitution et de la politique future.* » (3)

Le 14 mars 1975, le MFA est « *institutionnalisé* » : il remplace la Junte et le Conseil d'État par le Conseil de la révolution, composé de 28 officiers supérieurs. Le 11 avril 1975, le Conseil de la révolution fait signer au PCP, au PS et à quatre autres partis présentant des candidats à l'élection une « plate-forme d'entente » dont le contenu ne concède à la future assemblée *que* le pouvoir de rédiger la Constitution. Les signataires reconnaissent au Conseil de la révolution les pouvoirs législatif et exécutif « *au moins pour une durée allant de trois à cinq ans* », dont le droit de veto sur les articles constitutionnels votés par l'Assemblée — ils devront être conformes au programme du MFA d'avril 1974 — et le pouvoir de dissoudre l'Assemblée (dans ce cas, de nouvelles élections devraient être organisées sous 90 jours). Quel que soit le résultat des élections, la coalition gouvernementale sera reconduite en l'état et restera sous le contrôle du MFA.

Le PCP approuve et signe. Le PS, dont le pouvoir repose, comme pour tous les partis social-démocrates, sur son poids parlementaire, émet des critiques mais refuse de rompre l'alliance avec le MFA. Soares, dans un meeting électoral, justifie la signature de la plate-forme sous le prétexte qu'elle « *assure le chemin vers une société socialiste pluraliste* » ! (4). Une large partie du MFA, après avoir tenté de repousser *sine die* les élections, lance une campagne massive d'appel au vote blanc. Des organisations « d'extrême gauche » appellent au boycott.

Seuls les militants trotskystes du Comité de liaison des militants révolutionnaires portugais, pour la reconstruction de la IV^e Internationale, se prononcent pour une Assemblée constituante souveraine :

« *Toutes les organisations politiques expliquent qu'il faut instaurer au Portugal la démocratie et ont fait le compromis d'appeler le peuple à élire une Assemblée constituante au plus tard en avril 1975. Nous disons : si la démocratie c'est le peuple souverain qui est appelé à décider, alors chaque organisation politique qui se*

2. Voir le meeting du PCP du 16 mars, p.10.

3. *Diário de Notícias*, 3 décembre 1974.

4. *Le Monde*, 14 avril 1975.

réclame de la démocratie ne peut prescrire aucune restriction ni aucune limite au libre exercice de la souveraineté du peuple (...). Seule une Constituante élue par le suffrage universel et secret est dépositaire de la souveraineté du peuple (...). [Sur] le programme de défense des revendications et de la démocratie, devrait se réaliser l'unité de toutes les organisations et partis ouvriers qui se réclament des intérêts de la classe ouvrière et des masses laborieuses. C'est ainsi que, pour le front unique ouvrier, l'Assemblée constituante, dépositaire de toute la souveraineté du peuple, devrait ouvrir la voie à la constitution du gouvernement d'unité, gouvernement du PC et du PS sans représentant bourgeois. » (5)

b) Les élections du 25 avril 1975 : une éclatante victoire ouvrière

Le taux de participation est écrasant : 94,2 % des électeurs ont voté. L'appel au vote blanc du MFA est un échec retentissant : seuls 7 % des électeurs ont voté blanc.

Le vote du prolétariat et de couches importantes de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes pour les partis ouvriers a été massif : 37,87 % des voix pour le PS qui sort vainqueur, 12,5 % pour le PCP. À eux deux, ils obtiennent la majorité absolue en voix et en sièges au Parlement. Si l'on ajoute les voix obtenues par les autres organisations se réclamant de la classe ouvrière, c'est 58 % des électeurs qui ont voté contre les partis de la bourgeoisie. C'est une victoire pour le PS qui, pour les besoins de son propre développement, a soutenu les revendications ouvrières, s'est prononcé contre la loi d'unicité syndicale, a défendu les commissions ouvrières. Dans les grandes villes, il obtient la majorité absolue des suffrages. La direction du PCP qui a dénoncé sans relâche les grèves et les commissions ouvrières a été désavouée. Le PPD, principal parti de la bourgeoisie membre de la coalition gouvernementale, obtient 26,4 %, principalement des votes de la petite bourgeoisie, grâce à sa présence au gouvernement.

Le 1^{er} mai, le Comité de liaison des révolutionnaires portugais pour la reconstruction de la IV^e Internationale déclare « *Les résultats des élections sont clairs : la bourgeoisie exploiteuse est en minorité dans le pays ! La bourgeoisie hors du pouvoir ! Gouvernement de la majorité ! Gouvernement Soares-Cunhal sans représentants de la bourgeoisie !* » Mais pour les directions du PS et du PCP, c'est l'union nationale avec la bourgeoisie et l'armée qui reste à l'ordre du jour. Tout en se félicitant de la victoire électorale le lendemain des élections, Soares s'inquiète : « *Les résultats sont bons mais ils nous créent beaucoup de difficultés.* »

c) Diviser la classe ouvrière pour écarter le danger d'un gouvernement PCP-PS

Le 30 avril sont promulgués les décrets-lois sur l'unicité syndicale visant à détruire les commissions de travailleurs, à assurer le contrôle de l'État sur le mouvement syndical, et faisant de l'Intersyndicale la centrale unique. À nouveau, le PCP monte en première ligne pour s'opposer à la classe ouvrière en orchestrant la division du mouvement ouvrier (**Documents 2 et 3**) :

Le 1^{er} mai, une provocation est organisée par la direction du PC avec la bénédiction de la direction du MFA, bloquant, pendant des heures, le cortège du PS dont le slogan dominant est : « *contrôle ouvrier, commissions de travailleurs* ». Un meeting au stade du 1^{er} Mai clôture la manifestation, mais Soares ne peut accéder à la tribune, il est empêché de prendre la parole.

Le 19 mai, débute « l'affaire República ». Des typographes, membres de la commission de travailleurs, favorables au PCP et hostiles à l'orientation socialiste de la direction et de la rédaction du journal, séquestrent le directeur Raúl Rego, député du Parti socialiste. Les militants du PS manifestent et tentent d'accéder au local du journal. Le COPCON, bras armé du MFA, leur en interdit l'accès et, le lendemain, met sous séquestre les locaux du journal.

Une campagne pour la défense de *República*, pour le droit à l'expression du PS, se développe au Portugal et au niveau international.

Trotsky, en août 1938, rappelait les raisons pour lesquelles il est du devoir des révolutionnaires de défendre la liberté de la presse : « *Toute restriction de la démocratie dans la société bourgeoise est en dernière analyse, dirigée invariablement contre le prolétariat, de même que tout impôt institué retombe aussi sur les travailleurs. La démocratie bourgeoise n'a de valeur pour le prolétariat que dans la mesure où elle permet le déroulement de la lutte des classes. En conséquence, un dirigeant de la classe ouvrière qui munit l'État bourgeois d'armes exceptionnelles de contrôle sur l'opinion publique en général et sur la presse en particulier, est très précisément un traître.* » (6)

En France, l'Organisation communiste internationaliste lance une campagne de pétition et organise le 3 juin un meeting « *Pour la liberté d'expression, pour la démocratie ouvrière, pour l'unité* ». Le PCF, de son côté, soutient la position du PCP qui, refusant au PS le droit de s'exprimer, affirme qu'il ne s'agit que d'un banal conflit du travail.

3. Contre le danger révolutionnaire, un projet de régime corporatiste reposant sur l'armée

a) Qu'est-ce que le Mouvement des forces armées (MFA) ?

L'armée portugaise est un des piliers de l'État bourgeois portugais. Sous l'effet de la révolution, l'armée a commencé à se disloquer selon une ligne de classe, opposant les soldats, travailleurs sous l'uniforme, au corps des officiers

5. Reproduit dans la brochure *Portugal* n° 2, p. 9-15.

6. Léon Trotsky, « La liberté de la presse et la classe ouvrière », *Œuvres*, t. 18, ILT, 1984, p. 242-243.

représenté par le MFA. Celui-ci est dirigé par un comité de coordination appuyé sur une assemblée générale de 240 officiers. À chaque étape du développement de la révolution, lorsque la mobilisation des masses fait échouer les tentatives de coup d'État militaires, le MFA développe des organes pour tenter contenir la poussée révolutionnaire : – maintien de « l'ordre » avec la création, en juillet 1974, du bras armé du MFA, le COPCON (Commandement Opérationnel du Continent, ayant autorité sur toutes les unités stationnées en métropole) – en octobre 1974, instances de « *conquête idéologique* » (traduisons : contrôle politique) des soldats puis de la population civile, avec la 5^e division de l'état-major, composée d'officiers proches du PCP – en mars 1975, création du Conseil de la révolution, étape dans l'institutionnalisation du MFA.

b) Le texte-guide du MFA : un projet de régime militaire corporatiste

Le programme politique développé dans le texte-guide du 8 juillet 1975 marque une nouvelle étape dans la lutte contre le mouvement ouvrier organisé et contre l'Assemblée constituante qui siège depuis le 2 juin. Comme l'explique à une délégation de militants syndicaux et politiques français un officier du MFA, membre de la 5^e division, « *Le vrai pouvoir, c'est le Mouvement des forces armées (...). Les élections ne représentent rien.* » (**Document 4**). Le texte-guide emploie une phraséologie révolutionnaire (« *défense de la révolution* », « *construction du socialisme* ») qui sert d'emballage à un projet de régime corporatiste dirigé par l'armée, détruisant le mouvement ouvrier organisé et les droits démocratiques arrachés par la classe ouvrière depuis le 25 avril 1974. Il s'appuie sur une pyramide d'assemblées « *indépendantes des partis* », élues à main levée, allant du quartier et du régiment jusqu'au niveau national, où siègeraient les commissions de travailleurs, les syndicats, l'armée, le patronat, les représentants de l'État. Le MFA, « *mouvement au-dessus des partis, accompagne et encourage ce processus en l'appuyant, en l'intégrant et en reconnaissant les organisations qui le justifient par leurs pratiques* » (**Document 5**).

La direction du PCP soutient le projet de militarisation du régime (7). Il reçoit également le soutien de groupes « d'extrême-gauche », dont la Ligue Communiste Internationaliste portugaise, qui appellent à la formation des assemblées populaires de base du MFA, frauduleusement assimilées à des soviets. « *Les militaires comptent beaucoup sur la confusion semée par les gauchistes, en particulier sur la conception anarchiste selon laquelle les masses peuvent ériger des organes de leur domination sans faire face à la question du pouvoir et sans construire leur parti révolutionnaire* », analyse Gerry Foley, militant du Socialist Workers Party (États-Unis), qui caractérise le MFA comme « *l'appareil politique de la bourgeoisie et l'ennemi le plus immédiat des travailleurs et du mouvement révolutionnaire* » (**Document 6**).

4. La mobilisation de la classe ouvrière interdit la réalisation du projet corporatiste

Sous la pression de la base, le PS doit quitter la coalition gouvernementale le 11 juillet. Comme l'expliquent les militants socialistes de la TAP (Transports aériens portugais), « *cette sortie a été faite en accord complet avec la base du parti. Il y a longtemps que celle-ci la réclamait. La participation du PS, parti majoritaire, camouflait une dictature* » (**Document 7**). Dans les manifestations de plus en plus massives des militants du PS, comme celle du 15 juillet à Lisbonne, la revendication de la rupture avec le MFA se généralise – « *Le peuple n'est pas avec le MFA* » – ainsi que celle d'une Assemblée constituante souveraine : « *Il faut respecter la volonté populaire, socialisme oui, dictature non !* » (**Document 8**).

Le 16 juillet ont lieu à Lisbonne et Porto des manifestations, peu nombreuses, pour la dissolution de l'Assemblée constituante. Les mouvements gauchistes, aux cris de « *pouvoir populaire tout de suite* » lui opposent les imaginaires soviets qu'ils ont découverts dans le projet corporatiste du MFA. Mais le 18 juillet, ce sont 100 000 personnes qui participent à Porto au meeting du PS malgré la direction du PCP qui, poursuivant sa politique de division, appelle les militants à empêcher « *le rassemblement du PS [qui] n'est qu'un prétexte pour envahir la ville avec de faux socialistes, main dans la main avec les assassins de l'ELP, les caciques du PPD, les gorilles du CDS (8) et toute la racaille des anciens mouchards, des anciens légionnaires, des anciens PIDE.* » (**Document 9**). Le lendemain, malgré la campagne calomnieuse du PCP qui appelle à dresser des barricades autour de Lisbonne, à lieu, à l'appel de la direction du PS, la plus importante manifestation nationale depuis le 1^{er} mai 1974. Plus de 200 000 militants socialistes se rassemblent à Fonte luminosa et scandent les mots d'ordre de rupture avec le MFA, de gouvernement socialiste.

La puissance de la mobilisation la classe ouvrière, pour la défense des conquêtes qu'elle a arrachées depuis le 25 avril 1974, interdit la réalisation du projet corporatiste de MFA.

7. Voir sa déclaration dans *Le Monde* du 29 mai 1975, reproduite p. 30.

8. Fondée en janvier 1975, l'ELP (Armée de libération du Portugal) est une organisation terroriste d'extrême droite qui lance une campagne d'attentats au printemps 1975. Pour le PPD (Parti populaire démocratique), voir la note 6 p. 30. Le CDS (Centre démocratique et social) soutenu par l'Église, regroupe d'anciens participants de la dictature. Comme le PPD, il a soutenu les tentatives de coup d'État de juillet puis de septembre 1974 et de mars 1975. Comme le PPD, il est lié aux dirigeants du capital financier portugais.

● Document 1

“Les commissions ouvrières sont la voie du socialisme”

Intervention de José Luis Mendes

au 1^{er} Congrès du PS (13-15 décembre 1974)

Ancien dirigeant de la Jeunesse socialiste, délégué élu de la Commission des travailleurs de Lisnave (1), José Luis Mendes est membre de la Commission du travail du PS.

LES DÉCISIONS QUE NOTRE CONGRÈS prendra sur les « problèmes du travail » seront de la plus haute importance, non seulement pour l'image que notre parti donnera de lui-même aux travailleurs, mais aussi pour son propre avenir, lié à notre capacité à nous enraciner dans les couches ouvrières, et pour l'avenir même du pays, dont les travailleurs sont la principale force motrice et dont notre parti veut être l'un des principaux représentants. Nous avons vu, camarades, que depuis le 25 Avril [1974], sans parler de l'époque du fascisme, les travailleurs, la classe ouvrière ont été à la base et à la pointe de la lutte pour les libertés, pour la démocratie. Nous avons vu, camarades, que les ouvriers (en utilisant notamment leurs commissions de délégués élus), les commissions ouvrières ont mené une lutte contre la réaction, pour l'assainissement et — là où des tentatives de sabotage économique remontaient à la surface — contre les conséquences et parfois contre les causes mêmes de ces sabotages.

Cependant, il devient malheureusement courant d'entendre dire que ce serait la lutte des travailleurs qui serait la principale responsable de la crise, que ce seraient leurs revendications qui feraient baisser la production à un niveau dangereux pour l'économie, donc pour les libertés.

Ce n'est peut-être pas un hasard si cette accusation est souvent accompagnée d'affirmations plus ou moins claires selon lesquelles les commissions de travailleurs doivent disparaître pour laisser place à une prétendue union ou à la coresponsabilité des ouvriers et des monopoles dans la gestion commune de la crise économique et de l'exploitation.

Ainsi, par exemple, à Lisnave, où je suis ouvrier, parallèlement aux vaines tentatives visant à liquider la commission de travailleurs, il y a eu récemment des tentatives d'organiser une manœuvre contre les travailleurs, contre l'économie et contre les libertés, en voulant faire passer les travailleurs eux-mêmes pour responsables.

Dans un hebdomadaire de Lisbonne (que je cite ci-dessous), on pouvait lire il y a quelques semaines :

« Il semble exister actuellement, avec une tendance à s'aggraver, une série de problèmes liés au travail, qui ont

conduit à un retard dans la livraison des navires par rapport aux délais initialement fixés. Ainsi, selon des sources dignes de foi, le carnet de commandes de Lisnave a tendance à diminuer, car les clients ne peuvent pas attendre le temps que les ouvriers de Lisnave estiment nécessaire pour réparer les navires. »

Il est vrai, camarades, que la réparation de dix navires à Lisnave a effectivement été annulée ces derniers temps. Mais pourquoi ? Parce que les ouvriers de Lisnave ne travaillent pas ? Parce qu'ils sont des fainéants et des agents objectifs de la réaction (2) ? En réalité, comme le montrent les données déjà révélées par la Commission de travailleurs, la production a augmenté.

Ainsi, par exemple, le navire brésilien « Presidente Dutra » a été livré près de 15 jours avant la date limite de réparation, mais c'est peut-être pour cette raison que la direction de Lisnave a augmenté le devis à tel point que l'armateur a annulé tous les autres navires qui devaient être mis en chantier.

Camarades, il vaudrait peut-être mieux chercher les causes de la baisse des commandes chez Lisnave et d'autres entreprises dans d'autres raisons que le travail insuffisant des ouvriers. Pour le prouver, il suffit de lire ce qu'un administrateur suédois de Lisnave a déclaré dans un journal de son pays : « *La situation est encore très floue, mais avec l'arrêt des investissements et les restrictions budgétaires dans différents secteurs, nous risquons peut-être de faire faillite cette année.* »

Qui sabote finalement l'économie ?

(...) Je vais vous dire, camarades, pourquoi l'éco-

1. Inaugurée en 1967, Lisnave était devenue l'une des plus grandes entreprises de construction et de réparation navales au monde. D'une superficie de 45 hectares, le chantier naval de Margueira à Cacilhas (rive sud du Tage) disposait du plus grand dock sec au monde, d'une capacité d'accostage pouvant atteindre un million de tonnes. Lisnave employait plus de 10 000 personnes, ce qui en faisait la plus grande concentration ouvrière du pays.

2. Il s'agit d'une expression que les gouvernements provisoires et le PCP utilisaient souvent pour calomnier les travailleurs.

nomie est sabotée. C'est parce que « ils » sont encore aujourd'hui à la tête de Lisnave et des entreprises du pays où l'économie est sabotée ! On dit aux ouvriers qu'il faut faire des sacrifices à cause de la crise économique et de l'héritage du fascisme. S'il y a des sacrifices à faire, ils doivent être faits par ceux qui nous ont légué cet héritage et qui sont responsables de la crise ! Les travailleurs ne sont pas responsables ! Les travailleurs ne doivent pas continuer à en payer le prix ! Si les responsables de la crise restent en place, ce ne sont pas les sacrifices des travailleurs qui empêcheront la crise d'éclater. Ce qu'il faut, ce sont des solutions politiques, des solutions gouvernementales qui empêchent la crise, qui empêchent le sabotage de l'économie et des libertés. Ce qu'il faut, ce sont des solutions qui s'attaquent aux racines des problèmes, qui fassent payer la facture aux responsables.

Camarades, notre parti a un rôle fondamental à jouer dans les transformations nécessaires pour éviter la crise et l'écrasement de la démocratie. Les responsables de la crise et de la réaction, les exploiters du peuple, ne seront certainement pas d'accord avec les solutions nécessaires que le peuple souhaite.

Avec qui, alors, devons-nous avancer ?

Certainement pas avec les droites, plus ou moins camouflées, mais avec les travailleurs, avec l'immense majorité de la population. Oui, camarades, la vocation fondamentale de notre parti est d'être un parti profondément enraciné dans les travailleurs.

Contrairement à ce que certains cherchent à répandre de manière intéressée, les travailleurs sont profondément attachés à la démocratie, les travailleurs savent qu'ils ne peuvent avancer vers le socialisme sans défendre et élargir la démocratie. Aujourd'hui, les travailleurs s'efforcent de faire pencher la balance de manière décisive du côté de la démocratie. Et « ils » savent que ce que nous décidons ici contribuera à faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. Nous devons ici, dans ce congrès, partir des préoccupations, des aspirations et de la lutte des travailleurs, car une grande partie d'entre eux se tournent vers nous, les socialistes, et parce que les travailleurs sont, en dernière analyse, le pilier et le garant le plus sûr de la démocratie.

Comment fonctionne la commission de travailleurs ?

Camarades, je viens d'être élu hier, pour la deuxième fois, délégué à la Commission de travailleurs

de Lisnave et, pour terminer mon intervention, je vais vous expliquer en quelques mots comment fonctionne cette commission.

Chaque délégué — représentant cinquante travailleurs — est élu au scrutin secret et direct. La commission des délégués est divisée en plusieurs sous-commissions. Ces sous-commissions sont responsables devant une commission de coordination. La commission de coordination est responsable devant l'assemblée des délégués. Les différents syndicats existant dans l'entreprise sont représentés à l'assemblée des délégués. L'assemblée des délégués est responsable devant l'assemblée générale des travailleurs de l'entreprise, et les délégués peuvent être révoqués à tout moment. Les décisions importantes ne peuvent être prises qu'en assemblée générale.

Camarades, c'est cela la démocratie !

C'est parce que les ouvriers ont confiance et que la commission des travailleurs exerce une véritable démocratie que toutes les tentatives visant à diviser, isoler, provoquer les ouvriers et liquider leur commission, et avec elle la démocratie, ont été vouées à l'échec. Et c'est parce que la section du PS de Lisnave (dont je suis fier d'appartenir au secrétariat) a soutenu la commission de travailleurs, que nous sommes nombreux à avoir été élus à cette commission par les ouvriers. C'est aussi la raison pour laquelle il y a aujourd'hui cent militants ouvriers dans la section du PS de Lisnave et pourquoi il y en aura demain, j'en suis sûr, encore beaucoup plus. Et si ces ouvriers, et moi-même, sommes au PS, c'est parce que nous pensons que le PS est un parti démocratique, contrairement à d'autres partis qui donnent des ordres aux ouvriers et aux militants pour les empêcher de faire entendre leur voix (...).

En tant qu'ouvrier, démocrate et socialiste, je pense que, lors de notre congrès, toutes les tendances, tous les délégués unis, doivent être unanimes pour condamner ceux qui veulent liquider les commissions ouvrières. Parce que les commissions ouvrières sont aujourd'hui la principale garantie de la démocratie, parce qu'elles sont la démocratie, parce qu'elles sont et doivent continuer à être un soutien fondamental de notre parti et de la lutte pour le socialisme. Parce que les commissions ouvrières sont la voie de l'avenir, elles sont la voie du socialisme

José Luis Mendes
Portugal Socialista n° 20,

● Document 2

Les dirigeants du Parti communiste portugais déclarent "progressiste" le Mouvement des forces armées et "réactionnaire et conservateur" le Parti socialiste

Déclarations de la direction
du Parti communiste portugais

I. Communiqué de la commission politique du Comité central du Parti communiste portugais (22 mai 1975)

1 - Aujourd'hui 22 mai, le PCP a été surpris par la décision des dirigeants du PS refusant de participer au Conseil des ministres tant que leurs conditions n'auraient pas été acceptées (1).

Cette décision semble s'inscrire dans une vaste action hystérique du PS menée contre la politique et les mesures progressistes du Conseil de la révolution (2) et du gouvernement provisoire, contre le processus démocratique, contre les forces révolutionnaires, contre le MFA.

En ce moment, le PS prend comme prétexte le conflit des travailleurs avec la direction de *República* (3). Mais son action a commencé bien auparavant et s'est intensifiée après le 11 mars et les mesures progressistes prises par le Conseil de la révolution, contre lesquelles a déjà été essayée une grande opération de division le 1^{er} mai (4).

Le PS n'agit pas comme un parti de gouvernement mais comme un parti d'opposition, polarisant autour de lui des forces réactionnaires et conservatrices, y compris les groupes gauchistes pseudo-révolutionnaires.

2 - Par son attitude et ses activités, le PS manque au compromis qu'il a signé avant les élections avec le MFA ainsi que le PCP et les autres partis (5).

Il met en cause le système du pouvoir existant, le gouvernement de coalition. La direction du PS prend une énorme responsabilité quant aux conséquences d'une telle orientation et d'une telle activité.

3 - L'attitude et les activités du PS, secondé par le PPD (6) et par les groupes provocateurs pseudo-révolutionnaires, sont au service et animent les forces de la réaction.

Le PCP appelle l'attention du peuple portugais sur la coïncidence de cette activité avec les provocations contre-révolutionnaires du MRPP (7), les tentatives

de détérioration de la situation économique et sociale, les appels à la grève, qui ne sont d'aucun profit pour les travailleurs ni pour le processus démocratique, l'annonce de manifestations et de rassemblements de caractère réactionnaire.

1. Le 11 juillet 1975, sous la pression de la base du parti, le PS quittera le 4^e gouvernement provisoire de coalition. Il le réintègrera le 19 septembre 1975 lors de la formation du VI^e gouvernement provisoire.

2. Le 14 mars 1975, le MFA dissout la Junte de Salut national et le Conseil d'État pour les remplacer par le Conseil de la révolution. Investi du pouvoir politique par le MFA, il exerce un contrôle absolu sur les actes du gouvernement provisoire.

3. Le lundi 19 mai, des membres de la commission de travailleurs favorable au PCP et hostile à l'orientation socialiste de la direction et de la rédaction du journal *República*, séquestrent le directeur Raul Rego, dirigeant et député du Parti socialiste. Les militants du PS manifestent et veulent rentrer dans le local de leur journal. Le COPCON, bras armé du MFA, leur en interdit l'accès et met les séquestres sur les locaux le 20 mai.

4. Lors de la manifestation du 1^{er} mai 1975 qui converge vers le stade du 1^{er} Mai, le cortège des militants du PS est bloqué pendant plusieurs heures, empêché de rejoindre le cortège du PCP et de l'Intersyndicale. Arrivé au stade du 1^{er} Mai où se tient le meeting de clôture de la journée de manifestation, Soares est empêché de rejoindre la tribune et de prendre la parole.

5. Le 11 avril 1975, deux semaines avant les élections à l'Assemblée constituante, six partis (dont le PS et le PCP) présentant des candidats, signent un pacte par lequel ils reconnaissent le rôle prééminent du Conseil de la révolution — émanation du MFA — sur la future Assemblée constituante. Celle-ci verra son rôle limité à la seule élaboration de la Constitution, le Conseil de la révolution aura un droit de veto sur les projets de l'Assemblée.

6. Le PPD (Parti démocratique populaire) est le principal représentant de la bourgeoisie dans le gouvernement provisoire. Il a participé aux trois tentatives de coup d'État de Spínola sans que le PS et le PCP exigent pour autant son renvoi du gouvernement.

7. Le MRPP (Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat) est issu d'une scission du PCP et se réclame du maoïsme. Il avait organisé le 7 mars 1975 une manifestation massive à Setúbal contre un meeting du PPD, après la manifestation de 25 janvier à Porto qui avait empêché le congrès de fondation du CDS, parti favorable à la restauration de la dictature. La police, appuyée par les forces militaires du COPCON, avait tiré sur les manifestants, faisant deux morts et vingt blessés.

4 - L'action du PS alimente à l'étranger la campagne calomnieuse contre la jeune démocratie portugaise et, avec de faux arguments, alimente la réaction internationale et les cercles les plus agressifs de l'impérialisme (...).

5 - (...) Les positions et les activités du PS peuvent nous conduire à l'impossibilité du gouvernement de coalition et de l'actuel système du pouvoir.

Si le PS détruit par son action le système de coalition, il retirera toute raison d'être à l'Assemblée constituante élue sur la base du pacte conclu entre les partis et le MFA (...).

O Seculo, 23 mai 1975
(Archives du Cermtri)

II. Entretien d'Alvaro Cunhal avec les journalistes du *Monde*, le 27 mai 1975, au siège du PCP à Lisbonne (Extraits)

***Le Monde* : Peut-il exister une autre coalition de partis dans le gouvernement provisoire ? Avec le Mouvement de la gauche socialiste (MES), par exemple ?**

Cunhal : Je ne crois pas que pour l'instant il puisse y avoir une autre coalition gouvernementale regroupant le MFA et d'autres partis, qui mettrait de côté le PS ou une coalition de partis qui exclurait le PCP. Une coalition gouvernementale entre le Parti communiste, ce qu'on appelle l'extrême-gauche et le MFA est très peu probable.

Si un gouvernement de coalition se révèle impossible, il faudra trouver autre chose. Par exemple un gouvernement regroupant des militaires et des civils ne représentant pas de partis en tant que tels.

***Le Monde* : Un gouvernement purement militaire aurait-il les faveurs du PCP ?**

Cunhal : Un gouvernement militaire n'est pas, actuellement, à l'horizon. Mais, de toute façon, j'affirme qu'un tel gouvernement ne serait pas incompatible avec l'exercice des libertés au Portugal. C'est en effet le MFA qui a instauré les libertés dans ce pays ; et il les a défendues jusqu'à présent. C'est une calomnie de vouloir assimiler l'extension éventuelle du rôle du MFA dans le processus que vit le pays à une dictature militaire.

Avec ou sans socialistes, avec ou sans gouvernement militaire, les forces qui essaient de freiner la marche vers le socialisme échoueront.

***Le Monde* : Le PCP a paru récemment remettre en question l'existence même de l'Assemblée constituante.**

Cunhal : Nous avons dit : si des partis de la coalition gouvernementale rompent le pacte qu'ils ont signé avec le MFA en quittant le gouvernement, alors l'Assemblée constituante qui a été élue sur la base de ce pacte n'a plus de raison d'être. S'il y a un gouvernement de coalition, il y aura une Assemblée constituante ; mais sans coalition il n'y aura pas d'Assemblée constituante. Voilà notre opinion.

Le Monde, 29 mai 1975

● Document 3

“Rien ne sera possible sans le respect par tous des règles élémentaires de la démocratie”

Interview de Mario Soares au *Monde*,
le 22 mai 1975 (Extraits)

EN CE QUI NOUS CONCERNE, nous sommes toujours disposés à l'unité d'action avec les communistes. Nous sommes un parti révolutionnaire qui veut instaurer le socialisme au Portugal. Il n'y a pas la moindre équivoque là-dessus. C'est clair. Nous sommes associés aux communistes au sein du gouvernement. Nous ne demandons qu'une seule chose : que le Parti communiste respecte les règles démocratiques. Nous n'acceptons pas d'être confondus avec la réaction. Il faut que le PCP cesse de multiplier les insinuations sur notre prétendue collusion avec des éléments compromis dans le putsch avorté du 11 mars (...).



Le journal República mis sous séquestre par l'armée (mai 1975).

Nous demandons, en ce qui concerne le cas de *República*, que la loi sur la presse soit appliquée. C'est tout. Elle prévoit que le directeur de la publication est choisi par l'entreprise en accord avec le conseil de rédaction. Or ce dernier est favorable à Raul Rego, ancien ministre de l'Information et grand militant antifasciste. Le conflit de *República* est politique (1) (...).

Nous ne pouvons pas rester au gouvernement d'une façon théorique, sans contrôle réel. Nous sommes le parti le plus fort du pays (2) et nous ne sommes pas réellement associés aux grandes décisions politiques. Nous ne réclamons pas pour autant une modification du gouvernement, mais nous ne pouvons pas davantage accepter d'être victime d'une discrimination. Il conviendra, en particulier, de prévoir des élections municipales avant les élections législatives d'octobre.

Il s'agit d'organiser un État démocratique. C'est une tâche qui doit être réalisée en accord avec le MFA et en respectant le pacte (3). Nous avons 116 députés, autant que toutes les autres formations réunies. Nous ferons en sorte que tout aille bien pour éviter que l'Assemblée devienne un centre de contestation du pouvoir établi. Mais rien ne sera possible sans le respect par tous des règles élémentaires de la démocratie.

Le Monde, 22 mai 1975

1. Le PCP affirmait que le conflit de *República* était un simple conflit du travail et non une atteinte à la liberté d'expression. Cette affirmation était reprise par le MFA et, en France, par le PCF et la CGT.

2. Pour la première élection libre, l'élection à l'Assemblée constituante, le PS était arrivé en tête avec 38 % des voix, contre 12,5 % au PCP.

3. Voir la note 5, p. 29.

● Document 4

“Le vrai pouvoir, c’est le Mouvement des forces armées, les élections ne représentent rien.”

Entretien avec un officier du MFA, membre de la 5^e division (Extraits) (16 juillet 1975)

En juillet 1975, 80 militants syndicalistes, membres de l’OCI et sympathisants, font un voyage d’étude au Portugal. Ils en rapportent une série d’enquêtes, d’interviews auprès de syndicalistes, de militants du PS et du PCP ainsi que de militaires. L’ensemble sera publié sous forme de brochure.

NOUS NOUS ADRESSONS à la 5^e division (1) (...). On nous dirige vers un bureau où se tient un officier galonné. Nous lui demandons des renseignements sur ce qu’est le MFA. Sans nous laisser le temps de préciser nos questions, il nous dit :

Nous sommes l’organe d’appui au Conseil de la révolution et ensemble nous formons l’organe supérieur du pouvoir.

Notre objectif actuel ce sont les assemblées populaires (2) pour aboutir à une Assemblée nationale (...). Le MFA pense que les élections ne représentent pas la volonté du peuple (...). Avant les élections, le peuple ne différenciait pas le MFA du PS. Les petits-bourgeois se retrouvent dans le PS qui fait le jeu de la politique européenne. Le MFA et notamment la 5^e division sont toujours à gauche des travailleurs et du peuple.

Notre but : dynamiser, éduquer politiquement le peuple. Organiser le peuple.

Le MFA est apatidaire [ne représente aucun parti, *Ndlr*] (...). Les assemblées populaires, ce sont des discussions et des décisions par quartier. Le travail sera fait pendant trois à cinq ans avec la collaboration de délégués militaires.

Le MFA est pour un gouvernement apatidaire et nous sommes en discussion avec le Premier ministre (...). L’Intersyndicale (3) se jette dans la bataille de la production. C’est une vraie collaboration avec la révolution (...).

Au sein du MFA, il existe des opinions divergentes. Seule la 5^e division a une position homogène d’appui au Conseil de la révolution. Le MFA s’est toujours situé du côté des classes les plus défavorisées, mais il se doit d’intervenir lors des conflits au sein des entreprises. *República* est un conflit entre les travailleurs et la direction (4). Le COPCON est une force politique et militaire qui intervient directement (5) (...).

Pendant les élections, nous avons appelé à voter blanc car nous nous sommes aperçus que les partis trompaient le peuple sur le MFA. Le peuple ne pense

rien de l’Assemblée constituante et ne veut rien savoir. Le peuple dit que la politique c’est pour les docteurs [les diplômés, *Ndlr*] et qu’il n’a pas le temps.

L’Assemblée constituante est là seulement pour la Constitution qui consacrera toutes les conquêtes révolutionnaires. Le PS tente d’augmenter les pouvoirs de l’Assemblée constituante et présente un projet de constitution avec pleins pouvoirs pour l’Assemblée constituante. Le vrai pouvoir, c’est le MFA. Toute la politique nationale passe par le MFA. Si le projet de Constitution du PS était voté, le MFA pourrait mettre son veto. Les élections ne représentent rien, elles sont un test pour connaître les différents courants politiques du pays.

Le MFA a libéré le peuple, le PC l’a aidé mais pas le PS (...). Le MFA, qui est toujours du côté des classes les plus défavorisées, représente la souveraineté populaire, pas l’Assemblée constituante.

Le PS soutient toujours les classes les plus favorisées, les grèves de la petite bourgeoisie. Les étudiants, originaires de familles riches, provoquent la confusion, l’anarchie (...).

Brochure *Portugal*,
supplément à *Informations ouvrières* n° 717,
du 10 au 18 septembre 1975
(Archives du Cermtri)

1. La 5^e division de l’état-major général des forces armées est un organe officiel du Mouvement des forces armées, créé après l’échec du coup d’État de Spínola du 11 mars 1975. Elle est dirigée par des militaires de la Commission coordinatrice du Programme du MFA, pour l’encadrement politique des soldats et des officiers.

2. Assemblées populaires : voir le document 3, « *Le texte-guide du Mouvement de forces armées* », p. 33.

3. L’Intersyndicale fut fondée en 1970, sous régime corporatiste de Caetano. De nombreux syndicats étaient dirigés par des militants du PCP qui avait réussi à maintenir son organisation dans la clandestinité. Après la chute de la dictature, le 25 avril 1974, l’Intersyndicale se développe, contrôlée par le PCP. Sa direction, désignée par le PCP, sans élection, dénonce les grèves, les commissions de travailleurs, soutient le projet de décret-loi d’unicité syndicale.

4. *República* : voir la note 3 p. 29.

5. Créé en juillet 1974, le COPCON (Commandement opérationnel du continent) comporte toutes les unités militaires stationnées en métropole. Dirigé par le général Oтело de Carvalho, un des acteurs du coup d’État du 25 avril 1974, c’est le bras armé du MFA, chargé du maintien de « l’ordre », comme la Garde républicaine et la PSP (Police de sécurité publique), maintenues après la chute de la dictature.